

Compte-rendu de la deuxième réunion du groupe de travail sur les programmes financés par l'IDEX

19 juillet 2012

Le texte qui suit rapporte différents points de vue exprimés par les participants et ne constitue en aucun cas un ensemble de décisions arrêtées. Il rend compte des débats sur plusieurs thèmes, dont le contenu pourra évoluer lors des prochaines réunions du groupe de travail.

1. Participants

Noms et prénoms	Etablissement	Fonction
Christophe CHASSOT	INSA	Enseignant-chercheur
Florian GALLIANO	INPT	Doctorant
Clément VARENNE	UT2	Doctorant
Yseline FOURTIC	IEP	Elue au CA
Gérard BERNHART	Mines Albi	Professeur
Joseph GERGAUD	INPT	Professeur, dir. dép. Informatique et Mathématiques appliquées
Pierre MOUTET	INSA	Doctorant
Jean-Claude BLANC	ENIT	Représentant membres associés
Claude MARANGES	INSA	Directeur des études
Dominique ROBY	INRA	DR CNRS / Directeur
Adeline MOURATO	INPT	BIATSS
Jean-Luc ROLS	PRES	Directeur du dép. Formation et Vie étudiante
Pierre MORET	UT2	Chercheur – SA
Daniel LACROIX	UT2	VP - CS
Patrick BERMUDES	UPS	BIATSS
Luis FARIÑAS DEL CERRO	CNRS	Sénat Académique
Bertrand RAQUET	INSA	Professeur, dir. dép. Génie Physique
Catherine ZALDUENDO	INSA	BIATSS
Brigitte PRADIN	UPS	VPD Rel. Interuniversitaires et politique de site
Bruno CHAUDRET	UPS	Directeur recherche
Sylvie ROQUES	CNRS	Ch. mission scient. DR14
Dominique LE QUEAU	UPS ; RTRA STAE	Conseil Scientifique ; Directeur
Armelle BARELLI	Inserm	Déléguée Régionale
Bernard RIGAUD	CUFR Champollion	Directeur adjoint
Corinne SCHAFFNER	UT1	Documentaliste
Romain BORIES	UT1	VP Etudiant
Bertrand DUPOUY	UT1	Elu CS, Doctorant
Beatrice GUINARD	INP	BIATSS

Frédéric THIVET	ISAE	Directeur Scientifique
Hervé REMIGNON	INP – ENSAT	VP – RI
Laurent GROSCLAUDE	PRES	Directeur RI
Olivier SIMONIN (en fin de session)	INPT	Président

2. Ordre du jour

- Session plénière
- Travail en ateliers Formation et Recherche
- Session plénière
- Travail en ateliers Vie de Campus et International
- Session plénière
- Conclusion et préparation de la prochaine réunion du GT2 le 6 septembre

3. Session plénière 9h – 10h15

Christophe Chassot (INSA) anime la séance en l'absence d'Olivier Simonin mobilisé par la réunion des présidents avec le MESR sur le dossier IDEX.

3.1 Intervention de Patrick Bermudes (UPS), élu CGT

Patrick Bermudes intervient afin d'exprimer la position de la CGT au sujet du dossier IDEX. Celle-ci demande l'abandon total du projet IDEX Unité de décembre 2011. Il demande « *que cesse immédiatement le processus de révision de ce projet élaboré par le PRES* ».

Suit ici le texte de la feuille de route signée par les syndicats CGT des établissements du PRES Université de Toulouse :

« Le PRES a signé seul, entre les deux tours de la présidentielle, une convention de préfinancement fixant notamment le démarrage du projet UNITI à l'automne 2012.

Aujourd'hui encore, malgré le résultat aux présidentielles et les changements qui semblent se dessiner (abandon de la RGPP, loi cadre pour remplacer la LRU, modification des modes de financement, mise à plat des Initiatives d'Excellence,...) nous sommes dans la même logique. Plus encore, si les résultats des élections dans les universités Toulousaines ont exprimé clairement l'opposition de la communauté à cette IDEX, le nouveau PRES s'obstine encore dans cette voie de révision. Seulement deux thèmes sont retenus pour les travaux de cet été, gouvernance et programme, travaux qui se feront seuls, détachés totalement de la communauté traditionnellement absente en cette période estivale. La synthèse se fera fin septembre par le CCS, le projet final passera devant les CA des établissements puis pour finir en novembre devant celui du PRES.

Comme en décembre dernier, lors de la rédaction du texte initial, le nécessaire débat de l'ensemble de la communauté est évité, les directions d'établissements lui préférant les débats d'experts nommés.

La CGT veut réaffirmer ces positions, le service public d'enseignement supérieur et de recherche doit être un service public national de qualité accessible à tous sur l'ensemble du territoire, dispensé par des agents de la fonction publique d'état correctement rémunérés et heureux de servir. Pour cela elle réclame :

- *L'abandon de la RGPP et l'abrogation de la loi de 2008 sur la mobilité et les parcours professionnels,*
- *L'abrogation de la loi LRU et du Pacte pour la recherche,*
- *La création de postes pour répondre aux besoins, résorber la précarité (plan de titularisation) et le sous-classement,*
- *L'arrêt de la politique élitiste de sélection par « l'excellence » avec les projets IDEX et les projets de fusion d'établissements qui l'accompagnent,*
- *La dissolution de l'AERES, de l'ANR,*
- *Le recours à des financements récurrents de la recherche et le maintien des organismes de recherche,*
- *La révision des modalités d'attribution des moyens aux établissements,*
- *L'arrêt des projets de Partenariats Public Privé et des projets de l'Opération Campus qui imposent le recours aux PPP,*
- *La prise en compte des spécificités des disciplines et notamment des Sciences humaines et sociales,*
- *L'abandon de la réforme de la catégorie B,*
- *Le retrait du décret de 2009 concernant les enseignants-chercheurs,*
- *L'abandon de toute politique d'évaluation individuelle des personnels (évaluation individuelle par le N+1 ou par le CNU),*
- *La reconnaissance des qualifications, la revalorisation des grilles indiciaires et l'abandon des salaires clientélistes au mérite (PFR, PES,...), minimum Fonction publique à 1700 €,*
- *La suppression des agrégations du supérieur et la réforme du Conseil National des Universités,*
- *La revalorisation du rôle du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ainsi que le renforcement de ses prérogatives,*
- *L'abandon du recours au vote électronique pour les élections professionnelles. »*

3.2 Validation du compte-rendu de la réunion du 9 juillet 2012

Certains participants ont souligné le fait que les débats lors des ateliers de la réunion précédente n'avaient pas permis de couvrir l'ensemble des sujets de façon exhaustive, et qu'ils demandaient à être retravaillés.

Il a été dit à nouveau, de même qu'à la réunion du GT1 du 18 juillet, que l'ensemble des débats et propositions faits en réunion de groupe de travail servaient de support pour

l'élaboration de propositions écrites (non nécessairement consensuelles), qui seront soumises au Comité de Concertation de Site. La validation des propositions finales ne pourra être faite que par les CA des établissements et du PRES, seules instances décisionnelles.

Jean-Gabriel Sorbara (UT1) prend la parole afin de relayer la position de Bruno Sire (UT1), à la lumière des débats rapportés dans le compte-rendu de la première réunion du GT2. Il a ainsi souligné le fait que les fonds IDEX ne devaient pas créer une ANR locale et que, bien qu'il y existe un besoin de financement d'équipements en matière scientifique, il serait profitable de recentrer ces fonds sur l'accueil de chercheurs internationaux (Chaires) afin d'encourager une dynamique positive.

Bruno Chaudret (UPS) indique qu'il n'est pas favorable à la mise en place d'une sorte d'ANR locale, mais considère que le saupoudrage de financements dans la recherche permet à des talents d'évoluer et de faire de la recherche, en dehors des modes du moment.

Le compte-rendu sera amendé selon les indications données.

3.3 Etat d'avancement de la réflexion sur les actions des programmes Recherche et Formation, sur la base des échanges réalisés entre les réunions des GT

Recherche

Les discussions hors groupe de travail concernant l'action Chaires d'excellence n'ont pu avoir lieu ; celle-ci sera donc discutée directement en atelier.

Formation

L'échange de réflexions autour de quatre sous-thèmes, à l'intérieur de l'atelier formation, n'a pas pu être réalisé faute de temps suffisant entre les deux réunions. Certains participants souhaitent qu'une méthodologie soit mise en place pour la suite du travail en atelier.

Jean-Luc Rols (PRES) présente plusieurs propositions d'actions du programme Formation, non citées explicitement dans le dossier IDEX, mais qu'il préconise :

- La pérennisation d'un appel à projet Bonus Qualité Formation (BQF), qui avait été mis en place sur le fonds d'amorçage du PRES, puis réédité en 2012 et qui avait rencontré un grand succès. Son coût actuel est de 100 k€ par an.
- La pérennisation de la labellisation de pôles d'entrepreneuriat étudiant (au coût actuel de 100 k€), la sensibilisation des universités à ce sujet, le développement de formations dédiées, de liens avec le monde socio-économique, la dynamisation de l'activité des junior entreprises.
- Le développement de l'offre de formation continue : mise aux normes de l'offre de formation, création d'un portail, mise en réseau des compétences, certification de formations continues, soutien aux démarches innovantes de formation continue.

Il est proposé, afin d'homogénéiser les travaux effectués par les deux ateliers, que soit mené un travail sur les objectifs avant d'établir plus précisément les actions. Il ne s'agit pas de raisonner en données chiffrées, mais de mettre à jour un certain nombre de propositions d'actions, à présenter aux personnels et aux étudiants, dans les établissements.

4. Session plénière 12h30 – 13h

4.1 Présentation des travaux de l'atelier Formation

Yseline Fourtic (IEP), rapporteur pour cet atelier, en présente les débats.

Méthode de travail

Après avoir rappelé les discussions qui avaient eu lieu au sein de l'atelier lors de la réunion du 9 juillet dernier, les participants ont repris chacun des points qui avaient été formulés et les ont approfondis.

Synthèse des discussions

- L'**attractivité des formations** a été évoquée, en insistant sur l'exigence de « conduire à l'épanouissement de chacun à son meilleur niveau ». Les participants ont défini trois cibles à viser : les lycéens, les enseignants du secondaire, les étudiants du supérieur. Le continuum LMD et la formation continue ont été relevés comme des éléments importants. Il a été préconisé de valoriser l'image de la formation. Plusieurs outils ont été cités : la création d'une banque de données, cartographiant les formations à l'échelle du site (Université de Toulouse Midi-Pyrénées, UTMP), l'Observatoire des Parcours Etudiants ou encore une amélioration de la lisibilité des formations en ingénierie. La sélectivité de la Licence étoilée n'a pas été retenue comme une bonne méthode, pour en développer l'attractivité, mais une amélioration de la visibilité des parcours a été évoquée.
- Les participants ont abordé la question de l'**adéquation de la formation aux filières du secondaire** : bac général, technologique, professionnel ainsi que le lien avec les formations du supérieur se déroulant dans ces établissements (BTS, CPGE). Ils souhaitent qu'un effort soit fait sur les passerelles et les complémentarités entre parcours décloisonnés.
- En matière de **formations interdisciplinaires**, les participants ont renouvelé leur intérêt pour la pluridisciplinarité et pour un système de majeure/mineure. La pluridisciplinarité doit être organisée en fonction des débouchés professionnels, sans perdre le lien avec les disciplines fondamentales. La banalisation d'une demi-journée pour l'épanouissement des étudiants a été évoquée, mais fait débat. Certains participants indiquent en effet que cela pourrait poser des difficultés de gestion, d'autres que le PRES pourrait jouer un rôle en la matière.
- Les **ressources numériques** doivent être tournées vers la réussite des étudiants. Si la mise en ligne des formations ne peut pas être généralisée, l'accès à des contenus

enrichissant la formation en présentiel semble intéressante. L'efficacité des ressources numériques est vue aussi comme un enjeu du maillage territorial du site (en particulier pour la formation continue).

- Des **pratiques pédagogiques** mieux adaptées aux lycéens sont apparues comme un enjeu important de la formation, devant fournir un encadrement rassurant au début du parcours universitaire pour ensuite amener l'étudiant à gagner en autonomie. Par ailleurs, il a été dit que des alternatives à l'évaluation terminale (partiels de fin de semestre) pourraient être explorées.
- Le **BQF** à l'échelle du site a été évoqué comme un outil transversal, avec un rôle structurant pour les coopérations entre établissements et donc à pérenniser.
- En matière d'**études doctorales**, le renforcement du Collège doctoral du site et de sa visibilité a été abordé, tout en affirmant que les écoles doctorales devaient rester à la charge des établissements. La question de la délivrance d'un doctorat estampillé uniquement Université de Toulouse a fait débat. Le réseau européen des écoles doctorales doit, quant à lui, être renforcé.
- La **mobilité des étudiants** a été réaffirmée comme un élément important à développer, avec une politique de relations internationales portée par le PRES et les établissements et l'utilisation d'accords-cadres.
- Des améliorations concernant la **formation continue** sont proposées, notamment en termes de mise aux normes du catalogue de formation continue, pour une meilleure lisibilité et par le développement de politiques de qualification communes (une certification du site UTMP serait envisageable).

La **méthodologie** retenue en vue de la prochaine réunion est la suivante :

- Les sous-groupes au sein de l'atelier sont maintenus : attractivité des formations ; réussite des parcours et communication ; formations interdisciplinaires ; soutien aux études doctorales ; formation continue et VAE.
- Un animateur est désigné pour chacun d'entre eux, soit, respectivement : Bertrand Monthubert, Daniel Lacroix, Clément Varenne et Joseph Gergaud.
- Chaque sous-groupe est chargé de produire des propositions d'actions à financer, portées ou non par le PRES, sur la base du dossier IDEX, tout en proposant des indicateurs d'évaluation.
- Une première version de ces propositions, sous forme de tableaux de synthèse, sera produite pour le 20 août par chaque sous-groupe, puis partagée avec l'ensemble de l'atelier Formation pour amendement et validation.

4.2 Présentation des travaux de l'atelier Recherche

Christophe Chassot, rapporteur pour cet atelier, en présente les débats.

Méthode de travail

Les participants à l'atelier ont commencé par réfléchir aux objectifs du programme Recherche du dossier IDEX, pour ensuite s'intéresser aux actions de ce programme, sur la base de ce qui avait été réalisé lors de la précédente réunion.

Synthèse des discussions

Les objectifs du programme Recherche ont été reconsidérés, les participants proposant les suivants :

- Favoriser l'émergence d'**idées innovantes**
- Favoriser la **convergence des politiques et des moyens**, en améliorant la coordination entre établissements en matière de formation
- Soutenir les **ressources humaines et techniques**
- Soutenir la **synergie formation / recherche / innovation**, y compris en termes d'idées originales et émergentes

Les participants ont abordé les actions du programme Recherche, en s'attachant à mettre en cohérence la complémentarité des actions : équipements, actions thématiques stratégiques (STA), défis scientifiques émergents, défis scientifiques transverses, chaires d'excellence. Ils se sont notamment attardés sur l'interaction entre équipements et chaires.

- En matière d'**équipements** et de **chaires**, deux visions ont émergé des débats :
 - o Une première vision propose un même objectif pour ces deux actions : le soutien aux ressources humaines et techniques. Elles pourraient ainsi être regroupées en une seule action.
 - o Une deuxième vision considère qu'il s'agit d'actions à visées différentes : les équipements ont vocation à être partagés par les équipes, tandis que les chaires sont utiles au recentrage et au développement d'une communauté scientifique donnée.

Le contenu de l'action Chaires d'excellence n'a pas été fixé et donnera lieu à des travaux hors séance.

Lors de la discussion, deux logiques sous-jacentes aux actions ont été mises à jour :

- La répartition des fonds à court terme
- Les fonds, comme levier dynamique pour l'évolution de l'UT

Les participants ont pu ainsi exprimer leur crainte que, dans leur domaine disciplinaire, les actions du programme Recherche n'offrent pas de possibilités de financement suffisantes. Ils s'inscrivent tous néanmoins dans une démarche dynamique pour la construction d'un consensus.

En termes de **méthodologie**, les participants de l'atelier ont relevé que la question de l'évaluation (statique ou pluriannuelle) était à traiter par le GT1. Ils ont constitué deux sous-

groupes animés par deux participants chacun, afin de réaliser une première version de propositions pour la fin juillet, qui sera diffusée à l'ensemble de l'atelier. Ces propositions seront ensuite présentées à la prochaine réunion du GT2, le 6 septembre prochain. Ces sous-groupes aborderont :

- Les STA et les actions émergentes (animateurs : Dominique Le Quéau et Bruno Chaudret)
- Les équipements et les chaires, avec pour objectif de présenter les deux visions précédemment évoquées (animateurs : Bertrand Raquet et Jean-Gabriel Sorbara)

5. Session plénière 16h15 – 17h30

5.1 Présentation des travaux de l'atelier Vie de Campus

Daniel Lacroix (UT2), rapporteur pour cet atelier, en présente les débats.

Méthode de travail

Les participants à l'atelier ont réfléchi à partir des objectifs et des actions formulées dans le dossier IDEX, mais ont également abordé de nombreux points ayant trait à la vie de campus qu'il s'agira, dans un second temps, de mettre en cohérence avec les fonds de l'IDEX. Le volet Vie du Campus avait été peu présent dans le dossier IDEX initial et il convient donc de l'étoffer.

Synthèse des discussions

Les participants ont reformulé les objectifs comme suit :

- Accroître la cohésion et l'attractivité du site, entendu au sens d'Université de Toulouse Midi-Pyrénées et de l'espace virtuel de l'UTMP
- Améliorer la qualité de la vie étudiante
- Rendre plus fonctionnels et plus humains les campus, à la fois pour les étudiants et pour les personnels
- Améliorer l'accès à une offre de service de grande qualité

Pour ce qui est des deux actions du programme, les participants les ont retravaillées, tout en proposant une troisième action, plus en lien avec les personnels :

- Les **infrastructures** : les participants ont présenté les différents projets en cours, au sein du PRES, financés par le plan campus. Ceux-ci n'auront pas vocation à être abondés par l'IDEX, mais peuvent être présentés afin de montrer la cohérence des actions concernant l'amélioration de la vie de campus, sur les sites. Il a été fait état

d'une volonté de développer le numérique au service de tous et d'aller vers des systèmes numériques communs et/ou harmonisés, du moins progressivement, afin d'améliorer la coopération dans le champ de la recherche et de la formation. Une proposition de construction d'un Schéma Directeur du Numérique est en cours et mérite d'être étudiée : plusieurs autres régions en France se sont déjà dotées d'un tel schéma.

- Le **soutien à la vie étudiante** est abordé à travers plusieurs volets : le développement d'un espace de santé (qui n'est pas prévu dans le dossier IDEX), l'amélioration du dialogue entre l'UTMP et les associations étudiantes, l'intensification de la coopération entre les établissements de l'UTMP, la mise en place d'une carte d'étudiant avec un accès privilégié aux transports et aux activités culturelles, la pérennisation de l'accueil des étudiants étrangers et l'amélioration de l'hébergement pour tous les étudiants.
- L'**amélioration de la vie quotidienne des personnels** de l'UTMP a été ajoutée en tant qu'action potentielle, à travers la mise en réseau de services : le développement de lieux de vie (crèches, centres aérés,...), la fédération de l'action sociale et la création d'une manifestation culturelle et sociale emblématique, afin de forger une image commune.

Les actions présentées devront être affinées, afin de mettre en avant les volets qui pourront bénéficier d'un financement IDEX.

5.2 Présentation des travaux de l'atelier International

Christophe Chassot, rapporteur pour cet atelier, en présente les débats.

Méthode de travail

Les participants ont bénéficié d'une présentation détaillée des actions actuelles du PRES en matière de relations internationales. Les participants ont évalué les objectifs du programme International et ont fait des propositions d'actions complémentaires.

Synthèse des discussions

En matière d'**objectifs**, les participants proposent de faire apparaître davantage la notion de coopération : il s'agit ainsi de développer des partenariats, non pas avec les meilleures universités mondiales, mais avec celles dont les actions font sens, en cohérence avec celles de l'UT. Différents niveaux de coopération sont envisageables :

- Une coopération régionale, en lien avec les bassins d'emplois entourant le site
- Une coopération stratégique à une échelle plus vaste, ciblant des régions ou des disciplines à fort potentiel

Un objectif supplémentaire sera rajouté, afin de répondre à un besoin important : la mise en place d'une **organisation de site en matière de relations internationales**, pour favoriser la lisibilité. En effet, il existe à l'heure actuelle, 17 guichets offerts aux étudiants étrangers. Ceci pourrait être fait sans forcément transformer les organisations déjà en place dans les établissements par une meilleure mise en réseau des acteurs.

Les actions à développer mises en avant par les participants sont les suivantes :

- Une **base de données** recensant l'ensemble des **coopérations internationales** existantes sur le site, qui sera un chantier important.
- Le maintien du **soutien**, même faiblement financé, **à l'amorçage de coopérations**.
- La **préservation des liens existants entre les laboratoires**, au-delà des coopérations institutionnelles.
- La **cellule Europe+**, en soutien de montage administratif et financier de projets européens, a été accueillie favorablement par plusieurs participants.

Une discussion de fond s'est engagée autour de la **politique internationale** à mener par l'Université de Toulouse Midi-Pyrénées. Ainsi a été posée la question du bien-fondé de l'accent mis sur les coopérations avec la Chine, par rapport aux pays du Maghreb, avec lesquels existent des partenariats historiques. Certains participants ont estimé qu'il s'agissait de coopérations plus empiriques que stratégiques. S'il est important, à court terme, d'être présent dans des pays émergents, comme la Chine ou l'Inde, la construction d'une politique internationale ambitieuse demande de s'implanter plus largement dans les pays émergents « de demain ».

Concernant le programme international, afin de préparer la prochaine réunion du GT2, les participants confronteront les actions évoquées avec celles contenues dans le dossier IDEX et préciseront celles qui relèvent effectivement du financement IDEX, celles qui seront menées par l'UT indépendamment de l'IDEX et celles qui resteront la prérogative des établissements.

6. Conclusion et préparation de la prochaine réunion du GT2

Au-delà des dispositions prises dans les ateliers pour poursuivre la discussion et émettre des propositions écrites d'actions, les participants étudieront les actions proposées à la lumière de celles présentées dans le dossier IDEX. Ils distingueront les actions à entreprendre avec le financement IDEX de celles plus globalement souhaitables pour le développement de l'UTMP à moyen-long terme.

Il est proposé de présenter les actions par programme, sous forme d'un tableau à trois colonnes :

- L'action telle que prévue dans le dossier IDEX
- L'action telle que mise au point en atelier (avec plusieurs versions possibles en cas de dissensus)
- Un argumentaire expliquant les raisons des différences entre les deux précédentes colonnes

D'autres modes de présentation des actions sont bien sûr envisageables.

Pour mémoire, le GT2 Programmes financés par l'IDEX se réunira :

- Jeudi **6 septembre 2012**
- Mercredi **26 septembre 2012**